

## **INTRO LAURENCE COHEN**

### **FEMINISME ET COMMUNISME**

Cher-e-s Camarades,

Je vous propose de revenir sur les termes, en leur donnant une définition claire, avant d'analyser notre politique féministe communiste d'aujourd'hui.

#### **Définition :**

Le mot « féminisme » est entré dans la langue française en 1837, c'est un mot plutôt récent.

C'est Charles Fourier au début du XIXème siècle qui a prononcé le mot « féminisme » et qui en a dit : « le changement d'une époque historique se laisse toujours déterminer en fonction du progrès des femmes vers la liberté et le degré d'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de civilisation ».

Le féminisme est, selon moi, un regard critique que l'on porte sur la société (nos amies suédoises parlent de lunettes féministes) pour déconstruire la culture patriarcale omniprésente sur la scène politique et économique, mais aussi dans les savoirs scientifiques et dans les sciences humaines, de la biologie à la médecine, de la psychologie à la psychanalyse et à l'histoire, de la littérature aux arts en général.

Le féminisme est avant tout un combat contre toutes les formes de dominations et l'exigence du droit à l'égalité dans tous les domaines de la vie. Autrement dit, c'est reconnaître chaque femme comme être humain à part entière bénéficiant des libertés, des droits universels.

Un long processus historique a conduit à la naissance du féminisme, qui n'est en aucun cas un supplément d'âme, il permet d'interroger l'ensemble des pratiques « genrées », de comprendre le fondement des inégalités qui souvent ne s'explique que par le fait d'être une femme ou un homme. Refusant la logique de l'exclusion genre contre genre, communauté contre communauté, le féminisme peut devenir le combat de tous les démocrates.

### **Dans l'Histoire**

Comment les forces de la transformation sociale ont abordé cette question au cours de l'histoire ?

Simone de Beauvoir, dans son livre le 2<sup>ème</sup> sexe situe les femmes dans l'histoire, elle écrit : « il n'y a pas toujours eu des prolétaires, il y a toujours eu des femmes »

A cet égard, les femmes souffrent depuis la nuit des temps d'une domination masculine dite « domination patriarcale ». Les contradictions entre les sexes sont de fait beaucoup plus anciennes que les contradictions entre classes et elles ne leur donnent pas naissance.

Elles se sont développées ensemble sans pour cela se confondre mais en se favorisant mutuellement.

Les hommes et les femmes sont à l'origine de l'humanité, en conséquence l'histoire des sociétés est sexuée, mais elle est longtemps écrite et racontée au masculin. Elle reflète le rapport de domination masculine vis à vis des femmes et sur toute la société.

Dès l'origine de l'humanité les femmes sont maintenues dans la sphère privée (la famille), elles sont privées de leurs droits économiques et politiques. De ce fait, la sphère du pouvoir a été occupée très tôt par les hommes.

Cela fait à peu près deux siècles que l'on découvre au travers des écrits le rôle que jouaient les femmes dans l'évolution de la société. De nombreux ouvrages écrits par des femmes font aujourd'hui le constat de leurs souffrances, de leurs résistances, de leurs luttes, de leurs échecs et de leurs succès. Mais beaucoup de ces écrivaines constatent combien les femmes ont dû et doivent agir pour conquérir des droits. Cela donne un autre éclairage aux événements et relativise les certitudes.

Ce schéma, qui a imprégné les siècles, a structuré profondément nos sociétés. La démocratie moderne ne dénonce pas l'exclusion, elle continue de la maintenir, voir de la fabriquer.

L'article 8 du code Napoléon affirme qu'est français celui qui jouit d'un ensemble de droits civils (droit de vote, citoyenneté) mais le code omet de préciser que seuls les êtres masculins usent de l'ensemble de ce droit et que les femmes en sont soustraites sans qu'aucun article du code n'est à le dire.

La révolution française proclame les droits universels – ce sont des droits essentiellement masculins. La république naissante ne se questionne pas sur les fondements de la citoyenneté républicaine, puisque la moitié de la société que représentent les femmes en sont écartées.

Et pourtant, certains philosophes « des Lumières », comme Condorcet, posent la question des femmes dans la sphère publique. Olympe de Gouges prête sa voix aux femmes dans une déclaration des droits de la femme. D'autres femmes sont dans la rue pour exiger du pain et donc elles investissent déjà les lieux publics et les lieux de construction intellectuelle du changement de société.

La Révolution n'a pas exclu les femmes de la vie politique du pays, elle y étaient totalement impliquées car ancrées dans les réalités, elle les a exclues de l'expression formalisée, institutionnalisée de cette vie politique.

C'est avec la révolution industrielle naissante et particulièrement pendant la guerre de 1914/1918 que le patronat fait appel au salariat féminin pour remplacer la main d'œuvre masculine partie sur le front.

C'est environ depuis cette époque que les femmes continuent d'investir le travail hors du domicile, mais ce ne fut pas sans obstacle y compris de la part du mouvement ouvrier, qui voyait en ces femmes salariées uniquement de la concurrence.

L'absence de rencontre entre le mouvement ouvrier et tout ce que le combat féministe peut porter de novateur dans le monde du travail, va se révéler être un immense gâchis pour toutes et tous.

Malgré les conditions d'exploitation qui seront réservées aux femmes, les rapports de domination masculine demeurent, alors que cela aurait dû produire de la convergence. L'idée persiste que les femmes devraient rester à la maison et les différences de situation sont socialement tolérées : inégalités des salaires, de promotion professionnelle, des pensions retraites. Les choses n'ont malheureusement que fort peu évolué en 2010.

Les femmes sont perçues comme des concurrentes, disqualifiées dès le départ par leur non expérience, leur manque de qualification et de formation. Et cette conception perdure encore aujourd'hui. La question du droit au travail des femmes est toujours menacée par un gouvernement de droite qui attaque de plein fouet tous les acquis.

Les taux de chômage féminins sont dans toutes les catégories, et quel que soit le niveau de diplôme ou l'âge, supérieurs à ceux des hommes. Ce droit, source de liberté, d'autonomie, d'émancipation est d'autant plus contesté dans les périodes de crise économique, cela permet au patronat de faire accepter le sous-travail qui se traduit aujourd'hui par le travail précaire, le travail à temps partiel : 83,1% des 3,9 millions de salariés touchés par le travail à temps partiel sont des femmes.

Comme la société, le mouvement ouvrier, les syndicats, les institutions, le parti communiste est traversé du même phénomène: il s'est construit au masculin. Aussi, les femmes communistes qui portaient des revendications féministes, ne seront pas entendues et seront parfois combattues par des militantes et des militants, considérant leur combat comme émanant d'un mouvement de contestation à part, mineur.

Dans les années 60, les prises de position du Parti communiste sur les revendications formulées par les féministes réclamant la légalisation de l'avortement vont avoir des conséquences lourdes pendant une longue période.

Alors qu'émergeait l'aspiration des femmes, des couples à maîtriser leur fécondité, nous nous sommes positionnés contre.

Nous considérons que les questions centrales étaient celles de l'égalité des salaires, de l'emploi, du droit et des moyens pour la maternité et l'enfant. Pour le PCF, le mouvement de libération des femmes qui lutte pour la contraception et l'avortement est considéré comme un mouvement petit-bourgeois faisant diversion par rapport à la lutte de classe. Cette démarche était le reflet d'un aveuglement sur les enjeux que représentait cette nouvelle vague du féminisme.

Pour les féministes, la société n'était pas seulement capitaliste, mais également patriarcale, les divergences entre articulation capitaliste et patriarcat nous ont conduits à occulter la nécessité d'articuler lutte anticapitaliste et anti-patriarcale.

Pendant ces années nous avons reproché aux mouvements féministes de mener des luttes partielles, de ne pas mettre en cause le système capitaliste, car nous considérons qu'il fallait d'abord changer la société et que ce changement entraînerait lui-même une transformation des rapports sociaux et une évolution des mentalités.

Mais, analysons la situation de manière dialectique, alors que nous accusions des erreurs, des manques que je viens de dénoncer, nous avons présenté des femmes aux élections alors qu'elles n'avaient pas le droit de vote et qu'elles n'étaient pas éligibles ! L'histoire du parti et de l'émancipation des femmes renferme des zones d'ombre et de lumière.

Au regard de ces rendez-vous manqués, d'une analyse plus pertinente de la société, notre évolution stratégique nous amène à reconsidérer la place des femmes et l'apport du féminisme dans les changements de société. Pour nous maintenant, il ne peut y avoir d'avancées de civilisation si les individus eux-mêmes ne sont pas les leviers de la transformation, s'ils n'ont pas la maîtrise du contenu et des moyens. C'est ce qui nous permet d'enfin considérer le « Féminisme » comme un vecteur de toute transformation de la société.

Moment important dans ce cheminement en 2000, au 30<sup>ème</sup> congrès, où nous décidons de construire un nouveau parti communiste faisant de la diversité le moteur de son mode de fonctionnement et plaçant le rôle de l'individu communiste au cœur de la construction et de l'élaboration collective. Nous opérons une rupture avec une vision de parti guide, de parti qui suspecte ce qui monte de la société, nous nous ouvrons davantage aux questions sociétales, à l'apport des mouvements sociaux dont les divers courants féministes.

L'histoire des femmes et du parti communiste est un objet d'étude complexe qui fait intervenir le mouvement ouvrier, la famille, l'action sociale, le sexe et le genre ainsi, que les choix théoriques et stratégiques du parti communiste. Je tiens, à ce propos, à saluer le travail de l'association « Jalons pour une Histoire » animée par Madeleine Vincent, aujourd'hui décédée, dont vous pouvez vous procurer les actes du colloque de 2001 auprès de moi au CN.

Nous ne sommes pas au bout, bien que des avancées se soient opérées, nous avons toujours besoin de revenir sur la nécessité du combat féministe, sur l'idée que le féminisme est une dimension essentielle de notre identité communiste, car contrairement aux thèses développées par E Badinter et d'autres nous ne sommes pas au bout du combat contre toutes les formes de dominations.

Les mentalités ont du mal à se défaire du rôle que l'histoire a assigné aux femmes. Le conservatisme de la société française a maintenu les femmes dans une situation d'infériorité juridique durant des décennies. Quelques rappels pour mémoire : ce n'est qu'en 1944 que les femmes ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité ; jusqu'en 1946, les réductions des salaires féminins étaient légalement autorisés ; jusqu'en 1965, les femmes n'avaient pas le droit de travailler sans demander l'autorisation de leur mari ; jusqu'en 1967, les moyens de contraception médicale, notamment la pilule, étaient interdits ; la dépénalisation (sous conditions) de l'IVG, n'a été adoptée définitivement qu'en 1979....

Malgré des luttes importantes, notamment celles des féministes dans les années 70, et plus récemment pour la parité politique, qui ont permis des avancées incontestables, l'égalité entre hommes et femmes est encore loin aujourd'hui d'être acquise, et ce dans tous les domaines de la vie.

### **Etre communiste et féministe**

Le féminisme fait donc partie intégrante de l'identité communiste depuis quelques années, comment le faire vivre au mieux des intérêts de toutes et tous dans un parti communiste rassembleur et audacieux ?



Plus que jamais les femmes sont discriminées dans l'emploi, dans la formation, en politique, connaissant des difficultés permanentes dans leur vie quotidienne.

L'actualité nous en révèle chaque jour de nouveaux exemples : qui dit viol, dit femme ; qui dit fanatisme, intégrisme religieux, quelque soit la religion, dit haine des femmes ; qui dit misère et soumission dit esclavage des femmes ; qui dit violence dit violences faites aux femmes, la violence se substituant ou se superposant aux mécanismes inégalitaires.

Vouloir transformer la société, c'est s'attaquer à toutes les discriminations, toutes les exploitations, toutes les aliénations. Ce combat est fondamental pour le PCF qui veut « faire tomber les murs », tous les murs et qui veut élargir le rassemblement pour chasser durablement la droite du pouvoir.

Si la domination capital/ travail est et demeure la structure dominante des sociétés en France, en Europe et dans le Monde, les autres formes de domination, notamment masculine, empêchent toute transformation sociale, car elles contribuent à opposer les individus entre eux, à fixer les préjugés et à fragmenter les résistances. Le Patriarcat traverse les structures de classe.

Le capitalisme mondialisé a besoin de faire voler en éclat toute entrave à la libre circulation des capitaux, il engendre de terribles inégalités; les réponses qu'il apporte aux maux de l'humanité apparaissent de plus en plus comme inefficaces, inadaptées, dangereuses suscitant des résistances, des révoltes, des rassemblements (FSE, FSM....)

Avec la crise systémique que nous subissons, de plus en plus de femmes et d'hommes aspirent à des changements profonds tant leur quotidien est difficile à assumer, et la question qui se pose avec de plus en plus d'acuité est de savoir s'il est possible de changer la société ? Comment ? Avec qui ?

C'est l'analyse plus pertinente des faits de société, la prise de conscience qu'il ne suffit pas de transformer la société pour libérer les individus, pour faire évoluer les mentalités qui poussent le parti communiste français aujourd'hui à affirmer qu'il faut mener ces deux combats de front.

Dénoncer l'ordre patriarcal, montrer que cet ordre (universel) existe d'une manière autonome indépendamment des structures socio-économiques de classe, des structures ethniques, est de nature à faire évoluer les mentalités pour opérer des rassemblements au – delà des seuls mouvements féministes.

Il est indispensable d'unir nos efforts pour faire en sorte que l'égalité homme/ femme soit effective dans tous les domaines de la vie.

Comment prétendre changer la société si on ne fait pas disparaître les rapports de domination entre les individus ?

Plus que jamais, il faut exiger le partage des richesses, il faut réduire le temps de travail avec maintien du salaire, il faut combattre la précarité et la flexibilité qui touchent en priorité les femmes, se battre pour un emploi qualifié avec égalité de salaires...bref garantir indépendance et autonomie des femmes par l'insertion dans l'emploi.

Partout en Europe et dans le monde, les femmes doivent avoir le droit de disposer de leur corps (contraception, Interruption Volontaire de Grossesse...) et le combat reste rude !

Le droit d'accoucher dans de bonnes conditions est remis en cause par le démantèlement du service public de santé qui retire les moyens aux hôpitaux publics, entraînant leur regroupement ou encore la suppression des maternités de proximité. Il en est de même concernant l'IVG où malgré l'allongement des délais, la situation a empiré.

Nous le vivons quotidiennement, gagner une égalité réelle et non formelle (l'arsenal législatif ne suffit pas) impose de créer un rapport de force qui porte un coup d'arrêt aux politiques ultralibérales mises en œuvre aux quatre coins de la planète.

Ce combat passe par la reconnaissance du rôle des femmes dans la sphère politique, par l'exigence du partage des responsabilités à tous les niveaux des institutions.

Il n'est pas facile de renverser l'ordre établi dans un monde où les lois ont été faites par des hommes pour asseoir le pouvoir politique des hommes.

C'est un enjeu démocratique majeur : la conquête du pouvoir, de son partage effectif entre hommes et femmes dans toutes les sphères de la vie ; un pouvoir qui ne soit plus synonyme d'oppression, mais moyen de construire avec les autres.

L'humanité est mixte, le(s) pouvoir(s) pas du tout !

En France, il n'y a que 12,3% de femmes à l'Assemblée nationale, mais même si notre pays est en queue de peloton en Europe, les femmes ne participent que fort peu aux exécutifs décisionnels quels qu'ils soient et quel que soit le pays.

On le voit, toutes les occasions sont bonnes pour revenir sur la parité, je pense tout dernièrement à la Réforme inique des collectivités territoriales et au nouveau mode de scrutin uninominal proposé pour l'élection des conseillers territoriaux. Il faut empêcher un tel coup d'état contre la démocratie.

Dans le même temps, grâce notamment aux luttes, la place des femmes connaît des évolutions, des avancées tangibles, mais cette évolution n'est jamais linéaire. Les droits des femmes conquis durement sont en permanence remis en cause, d'autant plus aujourd'hui avec un libéralisme ravageur qui a intérêt à opposer les individus entre eux, à diviser pour mieux régner.

La droite qui détient tous les pouvoirs a besoin d'instaurer un ordre moral, donc d'inférioriser les femmes. C'est un projet de société réactionnaire qu'elle défend, une conception de la famille archaïque inspirée de toutes les thèses du Front national.

On ne peut pas faire l'impasse sur l'énorme régression des droits des femmes que représente l'instrumentalisation des intégrismes religieux pour accompagner l'exploitation capitaliste et sur la féminisation généralisée de la pauvreté, et cette vérité enfin admise par les instances de l'ONU: tout investissement pour scolariser mieux et plus les filles a des retombées immédiates dans la société (mortalité, santé...)

Des rassemblements s'opèrent pour faire reculer toutes les atteintes aux droits des femmes, à leurs libertés, à la maîtrise de leur corps... Les femmes ont l'habitude de travailler en réseaux au-delà des frontières des pays, car les causes produisant les mêmes effets, les femmes de tous les pays ont mille raisons de s'unir !

Mais le chemin est encore long et douloureux, surtout si l'on regarde vers l'Afghanistan, l'Iran ou l'Afrique, c'est un chemin semé d'embûches en Europe et en France, où les régressions ne manquent pas.

Ce combat émancipateur est un donc combat de tous les instants.  
Il interroge les communistes que nous sommes et le communisme.

## **Rapports du PCF et des mouvements féministes aujourd'hui**

Notre parti s'est inscrit dans des rapports d'égalité avec les différents acteurs des mouvements sociaux, notamment les divers courants féministes, et non plus dans des rapports de subordination du social au politique.

Nos rapports avec le mouvement féministe sont plutôt positifs. Nous sommes partie prenante du CNDF, nous sommes de toutes les initiatives communes et nous invitons nos partenaires à partager les nôtres, et ce dans le respect mutuel. Ainsi pour ne prendre que 2 exemples : nous sommes totalement impliqués dans la bataille pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes, et nous avons été parmi les signataires de l'appel à la manifestation nationale du 17 octobre pour défendre les droits des femmes qui a connu un vif succès.

Le secteur « Droits des femmes/Féminisme » est un secteur transversal qui nécessite de travailler en coopération avec de nombreux autres secteurs, c'est ce vers quoi nous tendons. Mais, nous nous heurtons à de nombreuses difficultés du fait d'un manque cruel de moyens mais aussi à une non prise en compte par l'ensemble du parti de l'importance de l'articulation entre combat contre l'ultra libéralisme et combat contre le patriarcat. En fait, il est toujours difficile de passer de la théorie à la pratique !

La tendance reste très forte parmi beaucoup d'entre nous de hiérarchiser les luttes !

Il y a trop peu de responsables de commissions « Droits des femmes/Féminisme » au plan départemental. Beaucoup sont découragées du fait du manque de soutien, de leur isolement.

C'est pourquoi de nombreuses initiatives sont prises en lien avec les fédérations : débats, formation..., conseils départementaux consacrés à cette question.

Le bulletin mensuel est un lien précieux entre nous pour renforcer notre chaîne militante.

**Pour conclure**, être partie prenante des mouvements de résistance à l'échelle nationale, européenne et mondiale, impose d'être présents sur le terrain des droits des femmes, en construisant une alternative politique.

Créer les conditions d'un vaste rassemblement autour de ces questions fondamentales pour l'avenir de la société s'inscrit dans un projet global de remise en cause de toutes les formes d'exploitation et d'aliénation.

Changer de société sans révolutionner ces rapports- là, sans s'attaquer au sexisme porteur d'inégalités, d'injustices, de discriminations, est parfaitement illusoire.

Ces batailles ne sont pas annexes pour nous communistes et féministes, elles font partie intégrante de notre projet, de notre visée émancipatrice.

Faire le lien entre lutte contre l'exploitation capitaliste et lutte contre l'oppression de sexe est seul de nature à construire des propositions alternatives.

Mener le combat de la libération des femmes, c'est mener le combat en faveur d'êtres humains libres et égaux, c'est faire vivre le beau mot d'ordre : « un autre monde est possible ! »